

PROBLÈMES ENVIRONNEMENTAUX ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques représentent une menace directe considérable pour le développement de l'Afrique à cause de leur impact sur les ressources en eau, la santé et la sécurité alimentaire et des catastrophes naturelles qu'ils provoquent. Ils affectent la conservation des ressources naturelles et leur utilisation durable et menacent d'annuler des décennies d'initiatives en faveur du développement socioéconomique sur le continent.

Si l'on ne réagit pas, cela sapera les efforts internationaux entrepris pour réaliser les OMD et portera gravement atteinte à la sécurité humaine. Les actions prioritaires comprennent des mesures d'atténuation et d'adaptation pour réduire l'impact des changements climatiques, ainsi que le développement de sources d'énergie alternatives et renouvelables avec la technologie adéquate.

La Conférence ministérielle de la TICAD sur l'Énergie et l'Environnement pour le développement durable qui s'est tenue en mars 2007 à Nairobi a exploré diverses façons d'améliorer la coopération entre pays africains, pays donateurs et autres institutions internationales en analysant les meilleures pratiques dans les domaines de l'accès à l'énergie et de la protection de l'environnement et en cherchant à trouver la meilleure combinaison de mesures pour l'avenir.

Les initiatives ayant trait à l'énergie et au développement de l'environnement ont été divisées en trois catégories:

- a) appropriation, représentée par les initiatives gouvernementales locales ou centralisées;
- b) promotion de la coopération régionale; et
- c) approfondissement des partenariats, notamment la coopération public/privé, en utilisant au mieux les technologies de pointe du secteur privé.

Environnement et initiatives énergétiques

Le gouvernement japonais a pris un certain nombre de mesures pour appuyer le développement de l'Afrique dans les secteurs de l'énergie et de l'environnement : étude sur les mesures de prévention de la désertification à Ségou (Mali); coopération technique pour l'intensification d'activités agricoles forestières dans des zones semi-arides au Kenya; aide financière pour l'approvisionnement en eau dans les régions côtières de Guinée; construction d'un parc d'éoliennes à Zafarana, sur les bords de la Mer rouge en Égypte.

Le Japon a également appuyé la coopération régionale dans le domaine du développement des eaux souterraines, avec, entre autres, un projet de formation à l'approvisionnement en eau en Éthiopie, un programme de coopération technique à l'Institut africain pour le développement des capacités, une coentreprise regroupant le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie, avec la participation de quinze écoles et l'initiative Énergie pour une réduction de la pauvreté en Afrique, un système de centrales électriques à usages multiples fonctionnant au diesel au Burkina Faso, au Ghana, en Guinée et au Sénégal.



Un cadre international: « Cool Earth 50 »

Pour résoudre la question pressante du changement climatique, un cadre international s'avère nécessaire après l'expiration du Protocole de Kyoto en 2012. C'est pourquoi le Japon a lancé en 2007 l'initiative Cool Earth 50 qui appelle à une diminution de moitié des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050, avec trois principes directeurs pour un cadre d'après Kyoto:

- Tous les principaux émetteurs doivent y participer, afin de réduire les émissions au plan mondial;
- Le cadre doit être flexible et diversifié; et
- Il doit y avoir compatibilité entre protection de l'environnement et croissance économique.

Le Premier ministre japonais Yasuo Fukuda s'est appuyé sur cette initiative au Forum économique mondial de Davos, en janvier 2008, où il a présenté le programme de développement Cool Earth, lequel propose:

- 1) des objectifs nationaux chiffrés pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre au Japon et dans les autres principaux pays émetteurs;
- 2) un objectif mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique de 30 pour cent d'ici 2020. Le Japon créera un nouveau mécanisme de financement, le Partenariat Cool Earth, à hauteur de 10 milliards de dollars US, pour appuyer les activités d'atténuation et d'adaptation des pays en développement; et
- 3) le Japon développera des technologies innovantes et amorcera sa transition vers une société sobre en carbone. Pour cela, il investira environ 30 milliards de dollars US dans la recherche et le développement dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

Le Programme de développement Cool Earth ouvre la porte à une coopération importante avec l'Afrique dans le cadre de l'initiative de la TICAD afin de résoudre les questions liées à l'environnement et au changement climatique qui représentent des obstacles importants pour le développement.

